

En Env@r

revue d'histoire contemporaine en Bretagne

#2

Erwan Le Gall



**Un fusillé vivant encore largement méconnu
recension d'un ouvrage d'Odette Hardy-Hémery**

En Envor



Jeune espion fusillé aux environs de Reims en 1914. Bibliothèque nationale de France, département Estampes et photographie, EI-13(2535).

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans un strict cadre pédagogique, après autorisation sollicitée auprès du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envor*. En conséquence, et conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, seule est permise l'utilisation pour un usage privé sous réserve de dispositions différentes, voire plus restrictives, du code de la propriété intellectuelle. Il est cependant interdit à l'utilisateur, en dehors de cet usage, de copier, modifier, distribuer, transmettre, diffuser, représenter, reproduire, publier, concéder sous forme de licence, transférer ou exploiter de toute autre manière les informations présentes sur le site enenvor.fr. Dès lors, toute autre utilisation est constitutive de contrefaçon et sanctionnable au titre de la propriété intellectuelle, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur ainsi que du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envor*, société éditrice d'*En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Les opinions exprimées dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent par le cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envor*, société éditrice d'*En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Pour citer cet article: LE GALL, Erwan, « Un fusillé vivant encore largement méconnu », *En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne, n°2, été 2013, en ligne. ISSN 2266-3916.

Un fusillé vivant encore largement méconnu

L'ouvrage qu'O. Hardy-Hémery consacre à François Waterlot est remarquable, et ce à plusieurs titres¹. Tout d'abord parce que la destinée de ce soldat du 327^e régiment d'infanterie est hors du commun : fusillé pour l'exemple le 7 septembre 1914 en compagnie de six autres compagnons d'infortune, il est miraculeusement épargné par les balles et, indemne, rejoint son unité avec laquelle, gracié, il est tué au combat le 10 juin 1915. Aussi la publication de la correspondance de ce « fusillé vivant » ne peut que constituer un événement majeur pour qui s'intéresse à la Grande Guerre, surtout lorsque l'on connaît la rareté des sources relatives aux mesures disciplinaires prises extrajudiciairement.

Mais se focaliser uniquement sur la qualité exceptionnelle de ce matériau serait passer sous silence le remarquable travail de contextualisation effectué par O. Hardy-Hémery. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner en d'autres colonnes combien il est regrettable que la publication de carnets et correspondances de guerre par un

¹ HARDY-HEMERY, Odette, *Fusillé vivant*, Paris, Gallimard, 2012. Afin de ne pas surcharger l'appareil critique, les références à cet article seront dorénavant indiquées dans le corps de texte, entre parenthèses.

historien « assermenté » se limite trop souvent à quelques considérations historiographiques sans grand intérêt consignées dans une fade préface ainsi qu'à quelques notes de bas de pages disséminées ça-et-là tout au long du corps de texte. Non seulement tel n'est pas le cas ici mais il semble bien qu'au contraire, cet ouvrage s'affirme dans les années à venir comme l'un des meilleurs exemples de ce qu'il « faut faire » lors de la publication d'une source. Spécialiste d'histoire économique, O. Hardy-Hémery s'est livrée ici à une enquête d'une extrême minutie afin de replacer chaque individu dans le contexte qui est le sien avant (p. 15-32), pendant (p. 33-71) et après (p. 162-222) la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, outre la valeur intrinsèque de cette source et de sa présentation, on est en droit de se demander en quoi l'histoire dramatique de ce soldat du 327^e RI, unité casernée en temps de paix à Valenciennes et essentiellement composée de nordistes, intéresse la Bretagne. La réponse est simple et se situe à un double niveau. Tout d'abord, d'un point de vue opérationnel, il est à noter que cette unité a lors des toutes premières semaines de la campagne un parcours très similaire à celui du 10^e corps d'armée, participant aux batailles de Charleroi, Guise, et de la Marne. D'ailleurs, cette unité de la

51^e division de réserve est placée dès le 31 août 1914 sous l'autorité du général Defforges, commandant le 10^e corps (p. 76). Deuxièmement, ce serait à la suite d'une panique d'un régiment de Vitry que des éléments du 327^e RI, dont François Waterlot, butent sur le général Boutegourd qui, en représailles, demande à les faire passer par les armes, autorisation accordée par Defforges (p. 123 et 185).

Cet ouvrage constitue donc un élément supplémentaire à ajouter au dossier de l'encore trop méconnu Defforges, général commandant le 10^e corps d'armée en août 1914 et ayant donc un rôle crucial pour qui s'intéresse aux Bretons dans la Première Guerre mondiale. Or force est de constater que dans le sillage de Jean Leddet, O. Hardy-Hémery vient plutôt assombrir le portrait de cet officier puisqu'en définitive il couvre les agissements contestables de son subordonné.

Enfin, détail supplémentaire qui ne peut échapper à quiconque s'intéresse à l'histoire de la Bretagne, le bourreau de François Waterlot, le général René Boutegourd, est breton puisque natif de Lambézellec, une ancienne commune formant aujourd'hui un quartier de Brest. C'est d'ailleurs près de cette ville qu'il réside après-guerre puisqu'il se retire pour « jouir d'une paisible retraite » au Relecq-Kerhuon.

Saint-Cyrien ayant officié essentiellement dans la coloniale – infanterie de marine, tirailleurs annamites, sénégalais et algériens² – il semble jouir en août 1914, alors qu'il est à la tête de la 51^e division d'infanterie de réserve, d'une mauvaise réputation comme le suggère cet adjudant appelé à témoigner en 1926 devant la cour d'appel de Douai chargée de la réhabilitation des fusillés du 327^e RI : « Le général avait été

² Arch. Nat. : LH/338/54.

longtemps dans les troupes d'Afrique et c'est un inconvénient des troupes noires que les officiers qui les ont commandées ont souvent leur mentalité déformée » (p. 121). Cette remarque en dit long sur les mentalités de l'époque et constitue sans doute une explication à ne pas minorer du drame vécu par François Waterlot. C'est d'ailleurs ce que suggère l'auteure en questionnant l'adaptabilité de Boutegourd à un contexte doublement nouveau. Outre le passage d'une troupe coloniale à métropolitaine évoquée plus haut, O. Hardy-Hémery ajoute le fait que Boutegourd n'est que brigadier en septembre 1914 et alors qu'il fait fonction de divisionnaire. Or une telle promotion nécessite d'être en capacité « d'appréhender l'imprévisible avec un regard neuf » (p. 121) dont semble manifestement dépourvu le patron de la 51^e DIR. A ces deux nouveautés, on se permettra d'en ajouter une troisième – à notre sens insuffisamment soulignée dans l'ouvrage – qui réside en la nature même de la guerre à laquelle participe Boutegourd. En effet, le feu tel qu'il émerge sur les champs de bataille d'août et septembre 1914 n'a pas grand-chose à voir avec les campagnes auxquelles le général participe en Cochinchine, au Bénin, ou encore au Sahara³. Gageons que cette confrontation avec une violence inédite de guerre n'est pas sans conséquences sur la psyché du général.

Si le travail de contextualisation accompli par O. Hardy-Hémery est remarquable, il n'est néanmoins pas sans défauts. Ceux-ci sont, nous semble-t-il, grandement imputables au fait que l'auteur n'est pas spécialiste du fait militaire mais d'histoire économique, ce dont bénéficie par ailleurs aussi l'ouvrage. On passera rapidement sur des références bibliographiques qui, à notre humble avis, auraient pu enrichir la réflexion de l'auteur, dont

³ Arch. Nat. : LH/338/54.

l'incontournable thèse d'E. Saint-Fuscien sur la relation d'autorité⁴. Ainsi il n'est plus exact d'écrire que les dissensions entre officiers à propos de la manière dont doit être exercée l'autorité « n'est pas suffisamment mise en valeur par les historiens » (p. 126). De même on passera sur quelques appréciations qui nous semblent hâtives. Ainsi lorsque O. Hardy-Hémery explique que si François Waterlot ne décrit pas l'exécution dont il est victime dans la correspondance qu'il adresse à sa femme, c'est parce qu'il sait « pertinemment que le soupçon d'avoir déserté devant l'ennemi signifie exposer les siens à la colère d'une opinion publique exacerbée » (p. 127). Si ce propos, emprunté à A. Bach, nous semble dans l'absolu tout à fait juste, il n'est peut-être pas le plus approprié dans le cas présent. En effet, non seulement rien ne prouve que c'est effectivement ce qui conduit François Waterlot à cacher cet aspect de sa campagne à sa femme mais, de surcroît, on peut également imaginer qu'en agissant de la sorte il cherche avant tout à tout simplement éviter qu'elle ne s'inquiète encore plus.

Plus embêtant en revanche est à nos yeux la confusion qui, en permanence, semble régner à propos de la 19^e division d'infanterie (p. 76, 111). Si le 70^e RI fait bien partie de cette dernière pendant la bataille de la Marne, tel n'est pas le cas de son régiment de réserve, le 270^e RI, qui lui compte parmi les éléments non endivisionnés du 10^e corps⁵. La confusion est d'autant plus regrettable que du fait de la proximité de ces unités lors de la bataille de la Marne, et de du flou inhérent à de telles mêlées, il est au final assez difficile d'identifier l'unité vitréenne à laquelle

⁴ SAINT-FUSCIEN, Emmanuel, *A vos ordres ? , La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, Editions EHESS, 2011.

⁵ SHD-DAT : 26 N 300/1, JMO 19^e DI, 6-7 septembre 1914 ; Anonyme, *Historique du 270^e régiment d'infanterie au cours de la Campagne contre l'Allemagne (1914-1918)*, Rennes, 1920, p. 3.

appartiennent les quelques individus dont le recul panique entraîne celui d'éléments du 327^e RI, dont François Waterlot. Il est vrai que la consultation des journaux des marches et opérations n'est sur ce point d'aucun secours puisque nulle part ce fait n'est consigné⁶. Or, fait remarquable et nous semble-t-il insuffisamment souligné, les dépositions après-guerre du général Boutegourd à propos de cette affaire semblent également confuses puisqu'il évoque successivement le 70^e (p. 123) et le 270^e (p. 185) régiment d'infanterie. Reste au final le témoignage de François Waterlot lui-même qui évoque avec insistance des éléments du 270^e RI, ce qui toutefois ne semble pas tout à fait correspondre à la situation très en retrait, en soutien de l'artillerie du 10^e corps, de l'unité ce jour. Nous avons donc ici notre perplexité puisque le formidable travail d'O. Hardy-Hémery ne permet pas, sur ce point, de dissiper toutes les zones d'ombres. Le témoignage du général Huguenot en faveur du général Boutegourd est en ce sens très intéressant puisque son propos laisse entendre qu'avec la fatigue, l'obscurité et le flou qui caractérise la sorte de zone grise qu'est le champ de bataille, il est au final très difficile d'identifier les hommes paniqués qui entraînent dans leur recul François Waterlot et ses compagnons d'armes (p. 186):

« On entendit tout d'un coup un fort brouhaha [...] nous apprenions qu'il y a une panique produite, sans aucune raison d'ailleurs, par des fuyards d'un régiment en position en avant du 327^e RI⁷. Les fuyards couraient en criant que l'ennemi arrivait derrière eux et, en traversant le 327^e, ils entraînaient des soldats de ce régiment. Je n'ai jamais entendu parler à ce moment d'attaque d'autocanon allemand ni d'hommes perdus dans les bois. »

⁶ SHD-DAT : 26 N 300/1, JMO 19^e DI, 6-7 septembre 1914 ; 26 N 392/1, JMO 270^e RI, 3-7 septembre 1914.

⁷ Détail qui semble plus désigner le 70^e que le 270^e RI...

1569 Vitré (I-et-V) — Entrée de la Caserne du 70^{me}



Il convient cependant de souligner que ce reproche ne pèse que peu face aux indéniables qualités de cet ouvrage qui, notamment, détaille parfaitement la vie *post-mortem* de François Waterlot. On y voit notamment l'implication déterminante d'organisations placées à gauche de l'éventail politique, tel que l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) ou encore la Ligue des droits de l'homme (LDH). Il en résulte une prégnance particulière de ces fusillés du 327^e RI dans la conscience collective du Pays noir que les minutieux dépouillements de l'auteure permettent de bien cerner. Les passages consacrés aux pèlerinages effectués sur les champs de bataille après-guerre (p. 160) sont d'un grand intérêt pour quiconque travaille sur ces pratiques commémoratives.

Le chapitre consacré au procès en réhabilitation des fusillés du 327^e RI est également d'un grand intérêt car il dit bien en quoi ces décisions de justice doivent être comprises non pas du point de vue de l'époque sur laquelle elles statuent mais de celui du moment où elles sont prises. O. Hardy-Héméry montre en particulier combien il est difficile de faire la lumière sur ce qui se passe exactement sur le champ de bataille à ce moment précis de la campagne, réalité à laquelle sont confrontés quotidiennement les historiens du fait militaire. S'ils ambitionnent d'être « le récit fidèle, jour par jour, des faits, depuis la mise en route jusqu'à la fin des opérations »⁸, les journaux des marches et opérations n'en sont pas moins écrits par des plumes humaines et donc soumis à un régime de subjectivité, ce que nombre d'études ont trop tendance à oublier. Il en va de même pour l'immense majorité des sources militaires qui, sous

⁸ SHD-DAT : 26 N 790/15, JMO 86^e RIT, instructions pour la rédaction des historiques des corps de troupes.

couvert d'un aspect très administratif, sont loin d'être absolument fiables. L'exemple des fusillés du 327^e RI, dont l'exécution ne figure pas sur le JMO, en apporte une preuve éclatante : « Le capitaine de la 21^e compagnie depuis la veille, Paul Desorbiaux, atteste en 1925 après avoir appris le matin du 7 l'exécution de six de ses hommes ; mais, ajoute-t-il, 'aucune signification de jugement ne m'ayant été faite, j'ai donné ordre à mon sergent-major de mentionner purement et simplement sur les pièces militaires des internés les décès, sans autre indication' » (p. 199).

L'arrêt du 22 décembre 1926 portant réhabilitation de ces fusillés est à ce titre particulièrement intéressant puisque, au final, la cour refuse de statuer sur le fond mais simplement sur le fait que cette exécution ait été extrajudiciaire (p. 188). Or, de cette décision de justice ne découle aucune procédure à l'encontre de l'initiateur de cette exécution, en l'occurrence Boutegourd, comme si cette Armée tout juste sortie vainqueur de la Grande Guerre était inattaquable. Certes on sait que la défense de l'institution militaire est une constante observable sur un temps assez long et qui ne se marie que peu avec l'exigence de vérité propre à la justice⁹. Néanmoins, un tel constat dit bien, au final, le poids de l'Armée dans la société française des années 1920 et pose, d'une certaine manière, la question de la démobilisation des esprits.

*

* *

⁹ Sur ce point on se permettra de renvoyer à LE GALL, Erwan, « Le deuxième procès de Rennes : l'inventaire des biens de l'église de Saint-Servan », *En Envor, revue d'histoire contemporaine en Bretagne*, n°1, en ligne.

Au final, il y a là un bel ouvrage constituant une stimulante étude de cas dans le sillage des analyses de N. Offenstadt ou encore A. Bach sur la question des fusillés¹⁰. Il n'en demeure pas moins que l'affaire Waterlot ne nous semble pas tout à fait close. Gageons en effet que l'on aurait tout à gagner à reprendre ce dossier non plus par l'intermédiaire de la victime (François Waterlot), mais cette fois-ci de son bourreau, le général Boutegourd.

Erwan LE GALL

¹⁰ OFFENSTADT, Nicolas, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; BACH, André, *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2003.